



## ISTANBUL



### INSTITUT DU BOSPHORE – Quel avenir pour l'Union européenne et la Turquie ?

ÉCRIT PAR ANNE ANDLAUER



entend le plus."

Les Turcs sont aussi de moins en moins enclins à soutenir des réformes au nom de l'adhésion, et de plus en plus nombreux à considérer l'Europe de manière négative. "Il y a comme une progression de l'amour-propre, de la confiance en soi dans la société turque, ce qui représente un vrai capital social mais doit aussi être suivi avec attention... La Turquie est un peu comme un adolescent qui prendrait confiance en lui", compare Hakan Yilmaz.

La thèse du désamour ou du désintérêt

Selon ce chercheur, le "romantisme" des premiers temps aurait cédé la place, même chez les Turcs convaincus, à un "oui" calculé. "On entend même dire à Bruxelles que ce sont le gouvernement, le Parlement et les médias turcs qui veulent l'adhésion mais que la population n'en veut pas", rapporte Mario David, député européen et vice-président du Parti populaire européen (PPE). "Il faut prouver que le public veut aussi l'adhésion en organisant un référendum" en Turquie, propose-t-il.

Faruk Loğoglu, député turc et vice-président du Parti républicain du peuple (CHP, opposition), accuse plutôt le gouvernement de n'être "pas intéressé par la poursuite de négociations sérieuses (...) Nous devons retourner aux bases de la démocratie : la séparation des pouvoirs, la liberté de la presse, de pensée, de communication en Turquie", plaide ce diplomate de carrière.

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan vient d'être rappelé à l'[ordre par le Comité pour la protection des journalistes \(CPJ\)](#) et par la Commission européenne pour ses atteintes répétées à la liberté de la presse. "A cause de préjugés anciens, beaucoup d'Européens sont réticents à accueillir un pays à majorité musulmane (...) mais on observe aussi un effet de miroir en Turquie, un certain recul que pointe du doigt le rapport de la Commission", analyse Elisabeth Guigou.

"La Turquie a sa place" dans l'Europe de demain

Le constat posé, comment avancer ? "Nous avons besoin d'un nouveau management des négociations, d'un nouveau cadre", insiste Volkan Ural, membre du conseil d'administration de la Tüsiad et du comité exécutif de l'Institut du Bosphore. "Je pense que la Turquie devrait pouvoir ouvrir ses ports et ses aéroports aux Chypriotes-Grecs (motif de blocage de huit chapitres par le Conseil européen, NDLR) et qu'en échange, Chypre devrait lever son veto sur cinq chapitres de négociations... tout comme devrait le faire la France", avance-t-il.

Une position qui rejoint celle de la chercheuse Elvire Fabry (Notre Europe), pour qui "la Turquie s'impose comme un acteur régional naturel dans le voisinage de l'Union". "Il y a urgence à créer de nouveaux terrains de coopération entre l'Union européenne et la Turquie (...) L'Europe doit se préoccuper de son influence sur la scène internationale et doit mobiliser davantage ses instruments d'action extérieure. Si on sortait du face-à-face UE-Turquie pour regarder ensemble dans la même direction ?" interroge la chercheuse, qui cite d'autres domaines de coopération comme la sécurité, l'immigration illégale ou encore l'énergie.

Elisabeth Guigou plaide également pour une Europe "différenciée" – un adjectif très prononcé pendant ce séminaire, à défaut d'être précisément défini – dans laquelle la Turquie aurait une place à part entière. "La Turquie peut jouer un rôle de lien, de stabilisation, de pont vers la Méditerranée et les pays du Sud", argumente la députée, qui espère voir la Turquie intégrer l'UE "au plus tard en 2023" pour le centenaire de la République.

Anne Andlauer (<http://www.lepetitjournal.com/istanbul.html>) mardi 13 novembre 2012

